



20ème session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme dans la République centrafricaine

Genève, 20 janvier 2014

*Déclaration orale conjointe présentée par Caritas Internationalis et co-signée par le Bureau International Catholique de l'Enfance, les Dominicans for Justice and Peace et les Franciscans International.*¹

Monsieur le Président,

Caritas Internationalis et les organisations co-signataires remercient le Haut-Commissaire pour la présentation des conclusions préliminaires de la récente mission de surveillance en RCA.

Même si après les démissions du Président et de son Premier ministre le pays semble revenir graduellement à la normalité, la situation sécuritaire et humanitaire reste toujours critique. Les violences se poursuivent et dans certains quartiers de Bangui des lieux de culte ont été saccagés.

L'une des priorités immédiates est de garantir un retour sûr des milliers de déplacés et de réfugiés, ce qui posera un certain nombre de problèmes en termes de moyens de subsistance, d'emploi, de logement (suite à la destruction des maisons), de sécurité. Une attention particulière doit être portée aux femmes et aux enfants. Parmi les déplacés internes et réfugiés on compte plusieurs milliers d'enfants séparés ou non accompagnés qui sont particulièrement vulnérables aux risques d'abus sexuels, d'enlèvement, de traite etc.¹. Nous lançons dès lors un appel au Conseil national de transition pour qu'il mette en place sans délai et avec l'appui de la communauté internationale des programmes d'Identification, de Documentation, de Traçage et de Réunification (IDTR) pour assurer un retour sûr des enfants dans leurs familles.

M. le Président,

¹ La présente déclaration a été préparée en collaboration avec Caritas Centrafrique et la Commission Episcopale Justice et Paix Centrafrique.

Les conclusions préliminaires de la mission de surveillance de l'OHCHR dénoncent de nombreuses violations des droits de l'homme commis par des ex-Séléka et par des anti-Balaka. Ces crimes ne doivent pas rester impunis. Il est temps qu'une mission d'enquête indépendante identifie les responsables de ces crimes et les traduise en justice afin qu'ils répondent de leurs actes.

Nous sommes en outre préoccupés par le glissement du conflit sur le registre religieux. Or, cette guerre n'est pas interreligieuse.ⁱⁱ Les différentes communautés religieuses et ethniques ont toujours cohabité pacifiquement dans le respect mutuel et la confiance. Nous nous associons, par ailleurs, à l'appel lancé par la plate-forme des leaders religieux centrafricains à leurs communautés respectives pour qu'elles continuent à s'engager sur la voie du respect mutuel, du dialogue, de la confiance et de la réconciliation nationale, et qu'elles s'abstiennent de tout acte de violence ou de vengeance, surtout à un moment où les relations entre chrétiens et musulmans sont mises à dure épreuve par cette crise.

L'archevêque de Bangui, Mgr. Nzapalainga, Président de Caritas Centrafrique et membre de la plate-forme des leaders religieux, nous a priés de réaffirmer à cette auguste assemblée que la plate-forme continuera à œuvrer inlassablement pour promouvoir la paix, la tolérance mutuelle et le respect pour la vie et la dignité humaine au sein des différentes communautés religieuses.

Finalement, Caritas Internationalis et les organisations co-signataires s'engagent dès à présent à collaborer avec l'expert indépendant sur la situation des droits de l'homme en RCA et à appuyer tout effort du Conseil des droits de l'homme et du Conseil national de transition à promouvoir le respect des droits de l'homme et une paix durable en RCA.

Je vous remercie, M. le Président.

ⁱⁱhttp://fr.radiovaticana.va/news/2014/01/16/mgr_nzapalainga_en_europe_pour_sensibiliser_au_drame_de_la/fr1-764737